



5@7 causerie avec Marie-Ève Martel

Auteure de l'essai *Extinction de voix* :
Plaidoyer pour la sauvegarde de l'information régionale



Le 22 janvier de 17 h à 19 h
à la Librairie Poirier Trois-Rivières

1374, boulevard des Récollets, Trois-Rivières
*Suivra une séance de dédicace avec l'auteur

*Partenaire de diffusion

la gazette
de la Mauricie



GRATUIT

MENSUEL 15 000 EXEMPLAIRES
JANVIER 2019 - VOLUME 34 - NUMÉRO 4
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



NOS MÉDIAS COMMUNAUTAIRES

Leviers de participation citoyenne

PAGES 11 À 14

CRÉDITS: DOMINIC BÉRUBÉ

OPINION

Vision 360



PAGE 2

ÉCONOMIE

La croissance verte est-elle la solution ?



PAGE 4

ENVIRONNEMENT

Gazoduc veut éviter de reproduire l'échec d'Énergie Est



PAGE 6

Vision 360



Trois-Rivières n’a rien inventé en s’associant à Vision zéro. Il s’agit en effet d’un projet internationalement connu et qui vise à développer un réseau de transport sécuritaire. D’où l’appellation zéro décès et zéro accidents graves dus à la circulation routière. La ville de Montréal comme plusieurs autres villes dans le monde s’est jointe à ce mouvement et, parmi les mesures retenues, on compte notamment l’abaissement de la vitesse à 30 km à l’heure sur plusieurs rues du sud-ouest. On arguera qu’il est difficile à Montréal d’aller plus vite tant la congestion automobile est répandue... mais enfin. La question n’est pas là bien sûr ! L’idée générale est de rendre les déplacements sans danger partout sur un territoire donné. Personne ne peut s’opposer à cela.

RÉAL BOISVERT

Ce qui a principalement retenu l’attention en lien avec Vision zéro, c’est la protestation qui a entouré l’annonce, non pas de l’adhésion de Trois-Rivières à ce mouvement, mais la seule proposition de réduire à 40 km la vitesse sur certaines rues de la ville. C’était bien mal parti. D’autant qu’une vaste majorité de citoyens n’avaient jamais

entendu parler de ce projet, d’aucuns se plaisant même à s’en moquer, parlant de zéro vision. Lors d’une assemblée du conseil municipal, un citoyen a fait observer qu’en matière de communication publique la ville ne pouvait faire pire. On ne saurait l’accuser d’avoir tort.

L’année qui commence nous invite donc à repartir sur de nouvelles bases dans cette affaire. De zéro il faudrait passer à 360. Car en matière de sécurité routière, il est nécessaire d’adopter une vue périphérique tant il importe d’avoir des yeux tout autour de la tête quand on vise à réduire à néant les accidents causant la mort ou des blessures graves. Au lieu de mettre l’accent sur une simple mesure, il faut donc envisager les choses dans leur ensemble et, de concert avec la population, se doter d’un plan global, lui-même adossé à des analyses rigoureuses d’où ressortent des mesures éprouvées.

Tout doit être pris en compte. Et plusieurs commentateurs l’ont judicieusement fait remarquer. Cela va de la configuration des artères routières jusqu’à l’adoption d’une surveillance accrue du réseau en passant par la promotion des saines habitudes de conduite, la prise en compte de tous les moyens de déplacement, l’inculcation d’une constante responsabilité citoyenne et d’un sens répandu de la courtoisie, le tout assorti d’une réglementation intelligente.

L’année qui commence nous invite donc à repartir sur de nouvelles bases dans cette affaire.

Une fois arrivé là, on gagne sur tous les plans. D’abord parce qu’habiter une ville plus sécuritaire est un atout inestimable quand vient le temps de se déplacer. Mais

plus encore, le processus menant à l’adoption d’un projet rassembleur donne lieu à un exercice de participation citoyenne dont les retombées se feront sentir sur la qualité de la vie démocratique elle-même.

Et c’est exactement ce que l’on a vu à l’œuvre à Trois-Rivières, passé le couac suivant le 40 km/heure. Des centaines de citoyens se sont manifestés avec civilité, soit pour assister et intervenir lors des assemblées du conseil municipal, soit pour exprimer leur opinion sur les réseaux sociaux ou dans les pages du quotidien régional. Et les membres du Conseil municipal ont démontré un sens de l’écoute qui les honore et qui préfigure joliment bien pour la suite des choses, notamment au regard de la vaste consultation prévue au cours des premiers mois de l’année. Vivement une conduite sans fautes à Trois-Rivières, à pied, à vélo ou à moteur !

CHIFFRE DU MOIS



51 %

Proportion d’Américains (âgés de 18 à 29 ans) qui rejettent le capitalisme

Source: <https://foreignpolicy.com/2016/06/16/why-young-americans-are-giving-up-on-capitalism/>

SOMMAIRE

SOCIÉTÉ : PAGE 3

HISTOIRE : PAGE 3

ÉCONOMIE : PAGE 4

CAP SUR L’INNOVATION SOCIALE : PAGE 4

ENVIRONNEMENT : PAGE 6

AÎNÉS ET SANTÉ MENTALE : PAGE 7

GRANDS ENJEUX : PAGES 8 ET 9

VOIR LE MONDE... AUTREMENT : PAGE 10

DOSSIER –MÉDIAS COMMUNAUTAIRES : PAGES 11 À 14

CULTURE : PAGE 15

La Gazette de la Mauricie, c’est VOTRE journal. Faites-nous parvenir vos commentaires et propositions.



lagazette

de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

www.gazettemauricie.com
facebook.com/lagazettedelamauricie
[@GazetteMauricie](https://twitter.com/GazetteMauricie)

DISTRIBUTION CERTIFIÉE
La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n’est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : Louis-Serge Gill
Directeur : Steven Roy Cullen
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Crise des médias : au-delà du financement



Le financement des médias était sur toutes les lèvres au dernier congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. Pistes de solutions pour traverser la crise, pour obtenir un meilleur financement et impacts de leur sous-financement ont fait l’objet de panels et de discussions tout au long du week-end.

CAROL-ANN ROUILLARD

Avec la perte de revenus publicitaires, la diminution du nombre de journaux papiers et les pertes d’emplois successives dans plusieurs médias, il ne faut pas s’étonner que ce sujet soit sur toutes les lèvres et que les journalistes s’inquiètent de l’avenir de leur profession.

Mais le financement des médias est loin d’être le seul défi auquel les journalistes devraient s’attarder. La crise de confiance de la population à l’égard des médias et du travail journalistique est tout aussi, sinon davantage, préoccupante que le volet financier.

À l’ère des fausses nouvelles et du sensationnalisme (le sang, le sexe, le sport attirent plus de clics que des sujets sérieux tels que la politique, sauf quand il s’agit du style vestimentaire), la crédibilité des médias et du travail journalistique est mise à rude épreuve. Dans ce contexte, il ne faut pas s’étonner de voir autant de gens douter de la

fiabilité de l’information médiatique et dénoncer la propension des journalistes à monter une affaire en épingle.

Mais ces gens oublient souvent qu’elles et ils ont une part de responsabilité dans ces phénomènes et que la faute ne revient pas qu’aux médias. Les nouvelles sensationnalistes vendent : elles attirent un auditoire, suscitent des clics, des commentaires, etc. Difficile de choisir de s’en priver pour se concentrer sur des sujets sérieux qui attirent un auditoire et un lectorat plus restreint et, par le fait même, moins de revenus.

Pour réclamer un meilleur financement public et critiquer les pertes d’emplois, les journalistes ont raison d’exprimer publiquement l’importance de leur travail dans le maintien de la démocratie. Il est fondamental! Mais quand les gens doutent de leur travail et voient les faux-pas sensationnalistes, cet argument s’épuise et perd de son effet. Pour que les gens adhèrent à l’idée des médias comme chien de garde de

la démocratie, encore faut-il que cette idée leur soit démontrée et expliquée – et pas qu’une seule fois.

On entend trop peu les journalistes expliquer concrètement l’importance de leur travail à partir de cas concrets.

On entend trop peu les journalistes expliquer concrètement l’importance de leur travail à partir de cas concrets. Tout le monde se rappelle, en cherchant un peu, du scandale des commandites qui a été mis au jour grâce à un journaliste, mais c’était il y a quelques temps déjà. Et on tend parfois à oublier ou à minimiser l’importance de ces cas avec le temps.

Trop peu souvent, également, entend-on les journalistes réclamer publiquement plus de temps pour peaufiner leur réflexion et fouiller davantage leurs dossiers. Pourquoi n’est-il pas

expliqué à la population qu’un meilleur financement les contraindrait moins à produire des nouvelles « qui vendent »? Voilà une solution concrète aux critiques que la population adresse aux journalistes à laquelle les gens seraient plus susceptibles d’adhérer – surtout que ce financement est susceptible de provenir de fonds publics.

Le travail quotidien doit aussi être digne des prétentions qu’ont les journalistes de l’importance de leur travail. Tous les journalistes ne sont pas membres de leur Fédération et celle-ci ne peut exercer de rôle punitif auprès des journalistes qui enfreignent des règles déontologiques. Or, un rôle aussi fondamental au sein de la démocratie, mériterait que l’on voie s’exercer un contrôle serré à l’égard des standards et des normes déontologiques du milieu journalistique. 📰

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

HISTOIRE

Le Bien public, une presse populaire au service du peuple



Depuis sa première parution le 8 juin 1909, il y a 110 ans, jusqu’à sa disparition 69 ans plus tard, en décembre 1978, *Le Bien public* a connu plusieurs bouleversements.

JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX

Cet hebdomadaire catholique a été fondé par Mgr François-Xavier Cloutier (1848-1934), sacré évêque de Trois-Rivières le 25 juillet 1890, afin de remplacer *Le Trifluvien* (1888-1908) comme organe d’information principal de la ville et surtout de l’évêché, ce dernier ayant disparu dans l’incendie de juin 1908.

D’abord imprimé chez Vanasse & Lefrançois, rue du Platon, on crée dès 1912 une imprimerie du même nom et une compagnie en 1914. De tendance conservatrice, le *Bien public* était consacré aux intérêts et à la vie politique, économique et sociale de la Mauricie, faisant rayonner la littérature régionale. En 1926, les Sœurs Missionnaires de l’Immaculée-Conception furent chargées des *Éditions Le Bien public*.

En 1933, Raymond Douville (1905-1997), ancien secrétaire de l’éditeur Albert Lévesque, et le journaliste Clément Marchand, diplômé du Séminaire Saint-Joseph, acquièrent le journal et la maison d’édition. Celle-ci se développera entre 1932 et 1939 sous la direction de l’abbé-cinéaste Albert Tessier (1895-1976), notamment avec

les célèbres « Pages trifluviennes », soit 32 fascicules qui seront au centre des célébrations du 300^e anniversaire de la fondation de Trois-Rivières en juillet 1934. Même si le journal commence à être financé par des jeunes laïcs en septembre 1933, c’est Tessier qui réussit à sortir le journal des difficultés financières de la crise des années 1930.

Au total, les *Éditions du Bien public* auront publié au moins 250 ouvrages, et l’imprimerie profitera de contrats importants de plusieurs éditeurs de la région, comme Boréal, mais également de la part du gouvernement du Québec, notamment sous Maurice Duplessis. Dans les années 1940, les propriétaires établirent l’*Imprimerie du Bien Public* au 1563 de la rue Royale, à mi-chemin du tronçon entre les rues des Forges et Saint-Georges.

Au début des années 1960, s’impliquant déjà depuis une vingtaine d’années, le poète-éditeur Clément Marchand (1912-2013) prend seul la direction de la maison d’édition, de l’imprimerie et du journal trifluvien. Selon Maude Roux-Pratte, qui a consacré sa thèse de doctorat à ce journal, Marchand va bonifier la publication avec une relève de poètes jusqu’à la fermeture officielle



Clément Marchand portant la cravate devant ses bureaux sur la rue Royale le 17 septembre 1962. L’édifice sera malheureusement détruit lors d’un incendie en avril 1994. Depuis, l’emplacement est vacant et sert aujourd’hui de stationnement.

du périodique en décembre 1978, tout en conservant la clientèle traditionnelle du journal, soit les historiens amateurs et les clercs.

Ayant consacré sa vie à cette entreprise régionale, Marchand aura permis

d’inscrire dans la durée l’existence de cette presse populaire. 📰

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La croissance verte est-elle la solution ?



L'automne dernier, la Banque de Suède décernait le Prix Nobel en économie à deux économistes américains, William Nordhaus et Paul Romer, partisans de la croissance économique verte. Selon Nordhaus, il est possible de concilier croissance économique et environnement avec un réchauffement de +3,5°. On est donc très loin du consensus des scientifiques, qui fixent ce seuil à +1,5°, sans quoi on assisterait à l'emballlement incontrôlable du réchauffement.

ALAIN DUMAS

Si, depuis la Conférence de Rio en 1992, les dirigeants ont misé sur le développement durable pour combattre le changement climatique, force est de constater que cette approche n'a rien donné. Les ressources naturelles et la biodiversité n'ont cessé de se dégrader. C'est devant ce constat accablant que la croissance verte a pris le relais du développement durable (notamment à l'ONU et à l'OCDE depuis 2007).

ÉCONOMIE VERTE ET CAPITALISME SONT-ILS COMPATIBLES ?

Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'heure est à la reconversion écologique des principaux secteurs économiques (agriculture, construction, énergies renouvelables, tourisme, recyclage, etc.), laquelle pourrait créer plus d'emplois que le capitalisme actuel d'ici 2050. Mais pour ce faire, des investissements

de l'ordre de 1000 à 3000 milliards \$ par an sont nécessaires.

Une telle approche a de quoi nous rendre sceptiques. Car le capitalisme, qui repose sur la maximisation des profits, se nourrit de la croissance illimitée, laquelle n'est pas compatible avec la sauvegarde des ressources et de l'environnement. D'autre part, si les investissements doivent être « verts », les entreprises devront renoncer à verser des milliards \$ de profits à leurs actionnaires (qui en attendent toujours plus). À moins que nos gouvernements subventionnent ces investissements, ce qui équivaldrait à un transfert de revenus de la population vers les entreprises privées. Il y a là une contradiction évidente entre les fondements du capitalisme et les objectifs d'une économie verte.

LE MYTHE DE LA CROISSANCE VERTE

La revue Foreign Policy rapportait les

conclusions de trois études démontrant l'impossibilité d'une croissance économique (même « verte ») dans un contexte de sauvegarde de l'environnement. Les scientifiques nous disent que nous devrions diminuer notre consommation de ressources naturelles de 70 (actuellement) à 50 milliards de tonnes métriques par an pour préserver nos ressources naturelles de manière durable. Or, les études montrent qu'avec une croissance économique modérée (2 à 3% par an) et peu de changements dans notre mode de vie, notre consommation atteindrait 180 milliards de tonnes métriques par an d'ici 2050. Et même en augmentant la taxe carbone de 50 \$ à 236 \$ la tonne et en doublant l'efficacité d'utilisation de ces mêmes ressources, une autre étude établit notre consommation à 95 milliards de tonnes en 2050. Enfin, la troisième étude a montré qu'avec une taxe carbone de 573 \$ la tonne, jumelée à une

taxe sur l'extraction des ressources et sur une aide gouvernementale au développement technologique, notre consommation serait de 132 milliards de tonnes en 2050.

Bien que l'innovation technologique et la taxation du carbone soient des moyens utiles pour réduire notre empreinte écologique, ces solutions s'avèrent nettement insuffisantes. Il est clair que la sauvegarde de notre environnement doit passer par des changements radicaux dans nos modes de production et de consommation. Des restrictions doivent être imposées graduellement, mais vite, pour limiter notre consommation de ressources naturelles. 9

SOURCES DISPONIBLES sur notre site gazettemauricie.com

9 CAP SUR L'INNOVATION SOCIALE

La Gazette de la Mauricie, en collaboration avec la Caisse d'économie solidaire Desjardins et différents partenaires régionaux, vous présente la série Cap sur l'innovation sociale. Dans chacune de nos parutions d'ici juin 2019, nous mettrons en lumière un projet citoyen ou une initiative entrepreneuriale qui répond de façon originale à un besoin de notre collectivité. Voici le quatrième de cette série de neuf articles qui accompagnent les capsules vidéo diffusées sur notre site gazettemauricie.com. Cet article est réalisé en collaboration avec la Table régionale de l'éducation de la Mauricie.

Nourrir les esprits des enfants en situation de pauvreté

STEVEN ROY CULLEN

« C'est bien beau nourrir des bedaines, mais nourrir l'esprit aussi ça fait du bien »

Cette citation est celle d'Andréanne Cossette, organisatrice communautaire pour l'action partenariale Se nourrir, agir, se développer (NAD) dont l'organisme mandataire est Moisson Mauricie / Centre-du-Québec. Loin d'elle l'idée de banaliser les besoins en denrées dans les comptoirs alimentaires du Québec.

En 2017, les 71 organismes membres de Moisson Mauricie / Centre-du-Québec ont vu les demandes d'aide alimentaire augmenter de 27 %, et ce, malgré un contexte économique de « plein emploi ». En effet, le nombre

de personnes aidées mensuellement est passé de 22 972 en 2016 à 29 105 en 2017. Les besoins en denrées sont donc grands. Par contre, en situation de pauvreté, les esprits aussi sont parfois en carence, en particulier ceux des enfants. Voilà pourquoi on a pensé développer le projet Se nourrir, lire et grandir.

LA GENÈSE DU PROJET

Tel que son nom l'indique, ce projet est en quelque sorte le bébé de l'action partenariale NAD. Cette dernière a été mise sur pied en 2008 pour soutenir les groupes responsables des distributions alimentaires sur le territoire de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Ultimement, elle vise la création de véritables milieux de vie entre autres par le partage de bonnes pratiques et d'outils. Se nourrir, lire et grandir est né d'un constat dans ces milieux de vie. À

certaines endroits, les coordonnateurs et bénévoles des distributions alimentaires disposaient des livres sur les tables pour que les enfants puissent lire durant les périodes d'attente. « Dans un des milieux de vie à Trois-Rivières, il y avait un bénévole – c'était génial! - qui avait un petit chariot de livres. De là est née l'idée des bibliothèques à roulettes. Donc, les gens empruntaient les livres et les ramenaient, un peu selon le même principe que les Croque-Livres », explique Andréanne.

DES BIBLIOTHÈQUES ROULANTES

Concrètement, le projet Se nourrir, lire et grandir consiste en l'implantation de bibliothèques roulantes dans vingt milieux de vie. Celles-ci ont été conçues par des étudiants et étudiantes de l'école secondaire Chavigny qui les ont adaptées à la réalité des lieux de

distribution alimentaire en les construisant de manière compacte.

Le caractère innovant du projet réside dans le fait de donner accès à des livres directement dans les milieux de vie des familles plus vulnérables. « Ce que Moisson voulait, c'était de donner accès à de beaux livres et donner le goût de la lecture », souligne l'organisatrice communautaire.

« Côté éducatif, je trouve que ça va permettre aux enfants d'ouvrir leurs horizons sur différents sujets. Si à la maison ils n'ont pas une grande sélection de livres, ici ils vont avoir accès à différents sujets », confie une utilisatrice. Gageons que nous verrons d'autres bibliothèques roulantes apparaître dans les milieux de vie au cours des prochains mois. 9

TREM

CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.

Grâce à l'épargne de ses **15 000 membres**, la Caisse d'économie solidaire **investit 550 millions de dollars** en économie sociale au Québec.

Imaginez si nous étions 30 000 !

Joignez le mouvement

CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.

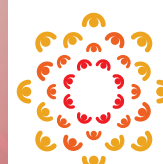
caissesolidaire.coop
1 877 647-1527

Nous unissons nos voix

*pour souhaiter aux lecteurs et lectrices
de La Gazette de la Mauricie ainsi qu'à
toute la communauté une*

**bonne et heureuse année
.... 2019!**

*Que cette nouvelle année soit remplie de
solidarité, d'entraide et de collaborations pour
nous aider sur le chemin du bien commun.*



ROEPAM

SOUTIEN • REPRÉSENTATION • DÉFENSE

Regroupement des organismes en éducation
populaire autonome de la Mauricie

1322, rue Ste-Julie, Local 25
Trois-Rivières (Québec) G9A 1Y6
Téléphone : **819 379-2889**



Solitaires
contre la pauvreté

Centre d'organisation
mauricien de services
et d'éducation populaire

1060, rue Saint-François-Xavier
Téléphone : **819 378-6963**
Courriel : comsep@comsep.qc.ca

www.comsep.qc.ca



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

**Agir
c'est choisir le monde**

942, rue Sainte-Geneviève
Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6
Téléphone : **819 373-2598**

www.cs3r.org

équijustice

TROIS-RIVIÈRES

Membre du Réseau
de justice réparatrice
et de médiation
citoyenne

543 Lavolette
Trois-Rivières (Québec) G9A 1V4
Téléphone : **819 372-9913**

www.equijustice.ca



Centre d'action bénévole
de Grand-Mère

Le rendez-vous
des bénévoles en action!
Téléphone : **819 538-7689**
info@cabgm.org

www.cabgm.org
Facebook



929, rue du Père-Daniel
Trois-Rivières (Québec) G9A 2W9
Téléphone : **819 378-6050**
www.cablavolette.org
Votre précieuse collaboration
est importante pour nous !



Consortium
en développement social
de la Mauricie

Centré sur l'humain
90, des Casernes
Trois-Rivières (Québec) G9A 1X2
Tél. : **819 601-6630 poste 1**

info@consortium-mauricie.org
www.consortium-mauricie.org

Table de concertation
du mouvement



des femmes
de la Mauricie

La voix des femmes en Mauricie!
946, rue Saint-Paul, bur. 202
Trois-Rivières (Québec) G9A 1J3
Téléphone : **819 372-9328**
www.tcmfm.ca
www.mauriciennes.ca



AQDR
Mékinac

Association Québécoise de Défense
des droits des personnes Retraitées
et préretraitées.
301, rue St-Jacques, Local 218-A
Sainte-Thècle (Québec) G0X 3G0
Téléphone : **418 289-2880**
aqdrmekinac@infoteck.qc.ca
www.aqdrmekinac.org



SANA
TROIS-RIVIÈRES

Suivez-nous sur notre page Facebook
Téléphone : **819 375-2196**
info@sana3r.ca
www.sana3r.ca

Gazoduc veut éviter de reproduire l'échec d'Énergie Est



Un projet de gazoduc souterrain de 750 km visant à transporter du gaz naturel du nord-est de l'Ontario à une future usine de liquéfaction d'Énergie Saguenay, en passant par l'Abitibi-Témiscamingue et la Haute-Mauricie, sera soumis à une étude d'impact environnemental. En vertu de la nouvelle Loi sur la qualité de l'environnement, toute personne, tout groupe ou toute municipalité peut faire valoir au ministère de l'Environnement (MELCC) ses observations sur les enjeux que l'étude d'impact devrait aborder. La période de consultation électronique est du 19 décembre au 18 janvier 2019.

LAURÉANNE DANEAU
DIRECTRICE, ENVIRONNEMENT MAURICIE

La construction du gazoduc et de l'usine Énergie Saguenay, un projet d'une valeur de 14 milliards \$, permettrait d'exporter jusqu'à 11 millions de tonnes de gaz naturel annuellement vers les marchés européen et asiatique. L'échéancier prévoit une phase de planification et de conception devant se terminer en 2019, puis une phase de construction devant débuter en 2022 et se terminer trois ans plus tard pour faire place à la phase d'exploitation des nouvelles infrastructures.

La situation géopolitique favorise l'émergence d'un tel projet. D'un côté, l'Alberta et la Saskatchewan cherchent à exporter leurs surplus de gaz naturel, de l'autre, l'Europe veut réduire sa dépendance vis-à-vis la Russie en matière d'approvisionnement énergétique. Par ailleurs, dans la mesure où le gaz naturel remplacerait des sources d'énergie polluantes comme le charbon, le mazout et le diesel, le projet pourrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et avoir un impact bénéfique sur la qualité de l'air.

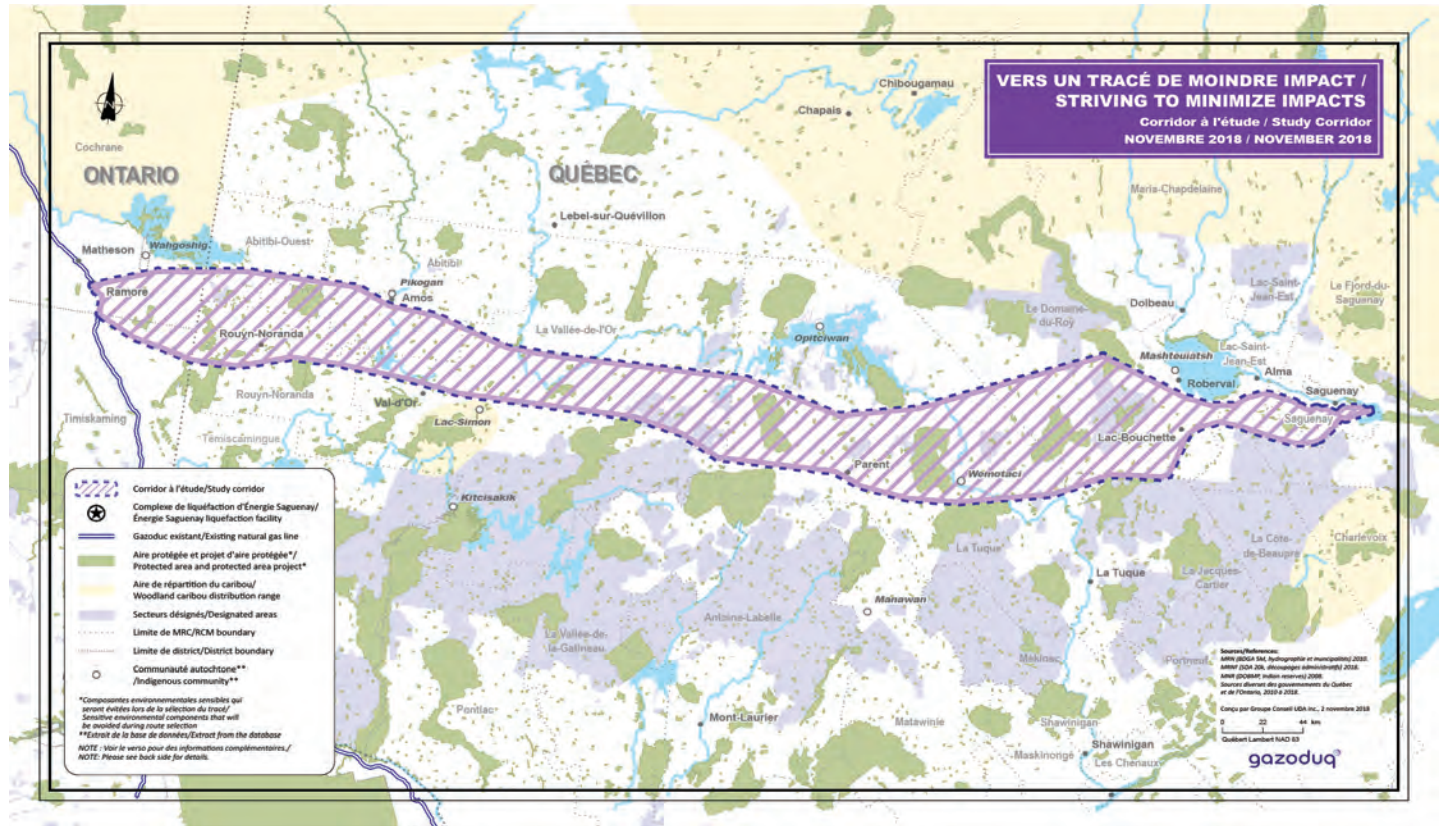
Pour éviter les affrontements du type de ceux rencontrés dans le cadre du dossier d'Énergie Est, les promoteurs cherchent à obtenir une acceptabilité sociale, notamment en consultant en amont les intervenants du milieu, dont les communautés autochtones, pour convenir du tracé final. D'ailleurs, le projet de Gazoduc prévoit un trajet dans des zones où la densité de la population est faible.

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE
Soumis à des évaluations multijuridictionnelles, ce projet doit répondre aux

exigences du MELCC, possiblement du bureau d'audience publique sur l'environnement (BAPE), de la Commission de protection du territoire agricole du Québec et de l'Office national de l'énergie (ONÉ).

Or, le projet a été scindé en deux – le gazoduc porté par la société Gazoduc inc. et l'usine de liquéfaction de GNL Québec – ce qui complique son évaluation globale. Si le BAPE est saisi du projet, il doit pouvoir l'évaluer depuis l'extraction du gaz naturel jusqu'à son utilisation pour bien tenir compte de tous ses impacts environnementaux. À titre d'exemple, l'exportation du gaz naturel par la voie navigable aura pour effet d'augmenter le trafic maritime sur la rivière Saguenay. Chaque année, ce sont 160 navires-citernes de plus, des méthaniers de près de 300 m de long, qui remonteraient cette rivière hautement importante pour les bélugas.

Devant le discours ambitieux des promoteurs, qui présentent le gaz naturel comme une énergie de rechange pour des énergies polluantes, l'évaluation environnementale devra s'assurer que les gains pour le climat sont réels. La prise en compte des impacts liés aux fuites de méthane – 70 % plus polluant que le CO₂ – et à la proportion des gaz naturels issus d'exploitation non conventionnelle, comme le gaz de schiste, pourraient avoir pour effet d'annuler les avantages que présente le projet sur le plan de la lutte contre les changements climatiques. 9



Le gazoduc projeté pour acheminer du gaz naturel canadien vers une future usine de liquéfaction d'Énergie Saguenay passerait par la Haute-Mauricie.

PROCHAINEMENT EN SPECTACLE AU SALON WABASSO DU TROU DU DIABLE

18 JANVIER 2019 THE SHEEPDOGS + THE DAMN TRUTH	01 FÉVRIER 2019 JÉRÔME 50 + DAN LEMAY	09 FÉVRIER 2019 MON DOUX SAIGNEUR	16 FÉVRIER 2019 WD40 + DEVIL'S HOTROD	23 FÉVRIER 2019 KORRIASS + LA CARABINE
01 MARS 2019 ÉMILE BILODEAU + PIERRE-HERVÉ GOULET	02 MARS 2019 GET THE SHOT + REANIMATOR + SPITTING TRUTH	08 MARS 2019 ANONYMUS + DEATH NOTE SILENCE + BECOMING THE BULLY	16 MARS 2019 CARAVANE	22 MARS 2019 KLAUS + FIGURE WALKING
23 MARS 2019 BOUNDARIES + DIRT CANNON + NORTHWALK	29 MARS 2019 DOWN BY LAW + OFF BY AN INCH + BARRASSO	05 AVRIL 2019 VIOLETT PI + ZOZU	12 AVRIL 2019 GROOVY AARDVARK + THE BOTTLE	27 AVRIL 2019 HARRY MANX

SALON WABASSO DU TROU DU DIABLE

300 - 1250, AV. DE LA STATION, SHAWINIGAN / 819 556-6666 / STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE
TROUDUDIABLE.COM/EVENEMENTS

Le suicide chez les aînés



Le suicide chez les aînés est un sujet qu'on banalise trop fréquemment. On considère souvent certains symptômes associés à la dépression ou encore le fait de penser au suicide comme une manifestation normale du vieillissement, à tort.

MARIANNE CORNU

Selon l'Institut national de santé publique du Québec, 182 personnes de 65 ans et plus ont perdu la vie par suicide en 2015, dont 4 fois plus d'hommes que de femmes. Il s'agit d'un taux relativement bas comparativement au reste du pays. Plusieurs études sur le sujet démontrent en effet que les aînés d'ici sont en général satisfaits de leur vie. Malgré tout, ils demeurent nombreux à ressentir une grande souffrance psychologique.

Parmi les facteurs de risque en ce qui concerne le suicide, il y a le fait d'avoir un trouble mental (notamment la

dépression), le fait de présenter des antécédents d'idéations suicidaires ou encore de souffrir d'une maladie physique. On retrouve également la toxicomanie, les conflits familiaux, le deuil (en particulier le deuil du conjoint ou de la conjointe), un passage difficile vers la retraite, une perte d'autonomie, l'isolement, etc.

Chez les aînés, selon l'Association québécoise de prévention du suicide, on compte un suicide complété pour un nombre de tentatives allant de 4 à 8. Dans la population générale, c'est plutôt un suicide complété pour 25 tentatives. Il se peut qu'avec l'âge, une santé plus fragile augmente le risque de décès suite

à une tentative. L'isolement peut empêcher la personne concernée de recevoir des secours à temps. Les moyens utilisés sont aussi plus létaux.

Certains facteurs peuvent quant à eux favoriser une meilleure santé mentale. Avoir un réseau social est très important. Une implication bénévole permet de se sentir utile. Pour certains, encore, la pratique religieuse ou spirituelle donne un sens à la vie.

L'entourage des personnes aînées peut jouer un rôle majeur dans le dépistage de la détresse suicidaire.

Une personne aînée en dépression manifestera souvent davantage de symptômes physiques, de pertes de mémoire ou d'autres symptômes cognitifs que de la tristesse. Elle pourrait ressentir une perte d'énergie, d'appétit, souffrir d'insomnie, se sentir coupable, être agitée ou irritable...

Des propos du type « bientôt vous serez débarrassés de moi » peuvent laisser entendre que la personne pense au suicide, tout comme penser souvent à la mort, être anxieux, se sentir sans espoir, en colère et s'isoler. Certains vont aussi accumuler des médicaments.

L'entourage peut aider en étant attentif aux signes et en posant des questions, comme demander directement à la personne si elle pense à s'enlever la vie. Il est possible d'appeler avec elle un centre de prévention du suicide. En cas d'urgence, on se dirigera vers l'hôpital

ou on appellera le 911. Que le danger soit imminent ou non, l'entourage pourra aider en étant présent, en axant sur les raisons de vivre de la personne aidée, sur ses forces, pour susciter de l'espoir.

Les aînés répondent aussi bien que les personnes plus jeunes à la psychothérapie. Aller chercher de l'aide ne peut qu'être bénéfique, autant pour l'entourage que pour la personne aînée. Et il importe de se rappeler qu'en santé mentale, le rétablissement est possible, peu importe l'âge. 9

Proche en tout temps est un projet financé par L'Appui Mauricie et développé par Le Gyroscope en partenariat étroit avec Le Périscope. Ces deux organismes œuvrent pour les familles et les proches des personnes vivant avec une problématique en santé mentale.

Pour information:
info@procheentouttemps.org

L'APPU POUR LES PROCHES AIDANTS D'AINÉS
MAURICIE

Vous êtes là pour eux, nous sommes là pour vous.



CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE ACCALMIE

VOUS AVEZ PERDU QUELQU'UN PAR SUICIDE?

Le Centre de prévention du suicide Accalmie offre différents services de soutien et d'accompagnement dédiés spécialement aux personnes endeuillées par suicide.

INTERVENTION TÉLÉPHONIQUE 24/7

SUIVI INDIVIDUEL

GROUPE DE SOUTIEN

Pour en savoir plus, ou pour obtenir du soutien immédiat de la part d'un intervenant :

1 866 APPELLE (277-3553)

Sans frais, accessible 24/7.

La Gazette de la Mauricie en collaboration avec l'Appui Mauricie vous présente le projet L'Art au service des proches aidants. Dans chacune de nos parutions jusqu'en juin 2019, nous diffuserons une page du livre d'art Histoires Alzheimer qui regroupe 8 œuvres d'artistes de la région illustrant des anecdotes de proches aidants dans un contexte de maladie d'Alzheimer ou des maladies apparentées. Ce projet a pour but d'alléger le quotidien des proches qui vivent avec une personne atteinte d'une maladie neuro-dégénérative et de sensibiliser la population à cette réalité. Vous pouvez vous procurer ce livre d'art au coût de 15 \$ au bureau de La Gazette de la Mauricie sur la rue Ste-Geneviève à Trois-Rivières.

ROSE

Son mari l'a surprise à jouer à la cachette dans la grange, avec les animaux, par un beau matin de canicule, mignonne comme une enfant.



Jean-Pierre Hamelin

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension, c'est contagieux!

Suivez-nous sur
facebook

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Une occupation économique

Les relations économiques entre la Palestine et Israël sont notamment encadrées par le Protocole de Paris, signé en 1994. Pourtant, au lieu de garantir un équilibre entre les deux et ce, de façon temporaire comme c'était initialement prévu, ce protocole continue aujourd'hui de fragiliser l'économie palestinienne. Trop faible, celle-ci n'est plus en mesure d'offrir un emploi à toute la population, et de nombreuses et nombreux Palestiniennes et Palestiniens n'ont d'autres choix que de travailler pour les colonies israéliennes.

63% des jeunes de Gaza sont sans emploi : le taux le plus élevé au monde!



CRÉDIT: WHEVES - FLICKR.COM

Une destruction de l'agriculture palestinienne

Alors que les conditions relatives à la production agricole (climat, météo, sols, etc.) sont comparables, la productivité des terres agricoles palestiniennes est inférieure de presque la moitié à celle des terres israéliennes. Les raisons? Notamment **un accaparement des sources d'eau** par Israël et un **accès restreint au matériel nécessaire** à l'exploitation agricole, imposé par Israël. Cette "désagriculturation" de l'économie palestinienne appauvrit la population et la prive de ses moyens de subsistance.

Des agricultrices et agriculteurs privé-e-s de leurs récoltes...

Dans les territoires palestiniens occupés militairement par Israël, il est parfois nécessaire que les agricultrices et agriculteurs palestinien-ne-s obtiennent un permis émis par les autorités israéliennes pour accéder à certains secteurs. **D'après l'ONU, seule 1 demande sur 2 est approuvée lors de la récolte des olives.** Cela signifie en outre que, le reste de l'année, il est impossible pour les Palestiniens-ne-s de se rendre dans certains de leurs champs d'oliviers. **Depuis 2014, le rendement des oliviers aurait diminué de 65%.**

...et dépossédé-e-s de leurs terres et de leurs ressources.

Depuis la guerre de 1967, le peuple palestinien a perdu l'accès à **plus de 60% de ses terres** en Cisjordanie et à et à 2/3 de ses pâturages. À Gaza, c'est la moitié des terres cultivables qui sont inaccessibles, tout comme 85% des ressources liées au secteur des pêches.



CRÉDIT : PALESTINE SOLIDARITY PROJECT- FLICKR.COM

Les oliviers de la colère



Les deux protagonistes principaux du conflit israélo-palestinien

ne jouent pas à armes égales, et ce, peu importe le terrain de bataille. Dans le domaine diplomatique, Israël bénéficie du soutien de quasiment toutes les puissances mondiales. En termes militaires, Israël est le pays le plus militarisé au monde selon le Global Militarization Index. En ce qui concerne le secteur économique, Israël étouffe littéralement la petite économie palestinienne.

À ce chapitre, qu'en est-il de l'olivier, symbole de paix mais aussi de la culture palestinienne? À l'image du reste de l'économie palestinienne, l'olivier, qui sert à la production de ce produit indispensable de nos cuisines, est peu à peu érodé par la politique de colonisation et d'apartheid menée par Israël.

L'olivier, symbole du peuple palestinien...



12 millions d'oliviers sont plantés sur les terres agricoles palestiniennes, majoritairement en Cisjordanie.

25% des revenus agricoles des territoires agricoles des territoires palestiniens occupés proviennent de l'huile d'olive.

100 000 familles palestiniennes vivent de l'huile d'olive.

...Détruit en toute impunité

Quelques **800 000 oliviers** auraient été volontairement détruits par des colons israéliens et par l'armée israélienne depuis la guerre de 1967, lors de laquelle Israël s'est emparé de la Cisjordanie. Ces attaques ne donnent que rarement lieu à des inculpations, et les auteurs de ce vandalisme restent grandement impunis.

En 2015, pas moins de 11 000 arbres auraient été vandalisés par Israël.

Un accès à l'eau inégal

Selon les chiffres de l'ONU, un-e citoyen-ne d'Israël disposerait de **270 à 400 litres d'eau par jour**, tandis que son homologue de Palestine n'en disposerait que de **70 litres**, soit moins que les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui fixe la quantité minimum à 100 litres. C'est la santé et bien évidemment l'agriculture palestinienne qui en pâtit, et avec elle sa souveraineté alimentaire et sa résilience économique.



Achetez de l'huile d'olive Zeitouna

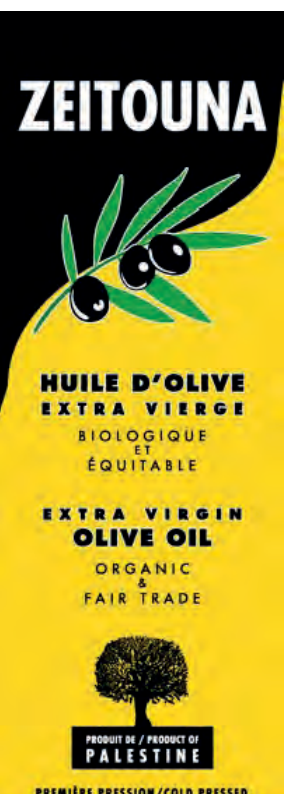
Cette huile d'olive palestinienne est issue du commerce équitable. Elle permet d'apporter un soutien aux Palestiniennes et aux Palestiniens en leur procurant une source de revenus équitable. Le projet Zeitouna apporte en outre un soutien technique et logistique pour l'exportation et aide directement la population palestinienne à exporter son huile d'olive.

Refuser de consommer des produits issus des colonies israéliennes

Acheter, c'est (presque) voter. En refusant de consommer des produits issus des colonies israéliennes, ce sont des conditions de production illégales que vous dénoncez!

Soutenir la campagne de Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS)

Ce mouvement citoyen pacifiste vise à faire pression sur le gouvernement israélien pour qu'il mette fin à sa politique d'occupation, se conforme au droit international et respecte les droits des Palestiniennes et des Palestiniens.



Consulter nos « Grands enjeux » en visitant la section « Publications » de notre site Internet

www.cs3r.org

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598

L'éducation au coeur des attaques du nouveau président brésilien



Le deuxième tour des élections présidentielles au Brésil tenues le 28 octobre dernier ne réservaient pas de surprise. Déjà, depuis quelques semaines, l'avance dans les sondages de Jair Bolsonaro, ancien capitaine de l'armée dont les idées relèvent d'une tendance d'extrême-droite, était suffisante pour empêcher un retour au pouvoir du Parti des Travailleurs (PT), le parti de l'ancien président Lula da Silva.

RENAUD GOYER ET CORINA BORRI-ANADON
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

La vague anti-PT était si forte qu'elle a porté au pouvoir un candidat aux déclarations incendiaires, notamment à l'endroit de la communauté LGBT, des Noirs, des pauvres et des femmes. Un politicien qui use sans gêne de symboles violentes dans ses discours tout en favorisant une libéralisation du port

d'armes (ses partisans n'hésitent pas à se faire prendre en photo les armes à la main). Le thème central de sa campagne se basait sur un changement de cap radical pour mettre fin à la corruption et à l'insécurité.

Mais ce prétendu renouveau politique est plutôt un retour en arrière : le président désigné ayant fait campagne en glorifiant le passé militaire du Brésil,

souhaitant même un retour aux années de la dictature. Selon lui, seul un pouvoir autoritaire permettra de régler les problèmes du Brésil et pourra le purger de ses éléments les plus dangereux : les syndicats, les journalistes, les militants associés au PT et... les enseignants. En effet, Bolsonaro a choisi son cheval de bataille : l'éducation.

Pendant la campagne, il a promis de mettre en place les propositions d'un groupe de pression appelé Escola sem partido (École sans partisanerie) qui propose de « dépolitiser l'éducation nationale » – de la maternelle à l'université –, estimée corrompue par les idées du pédagogue critique brésilien Paulo Freire. Dès les premières heures suivant l'élection, une députée de l'État de Santa Catarina (bastion électoral de Bolsonaro) invitait les étudiants à filmer et à dénoncer tout professeur qui critiquerait les politiques ou le nouveau président, instaurant un climat de peur dans les universités brésiliennes et rappelant les années sombres de la dictature.

Longtemps le bastion de la gauche, l'éducation est maintenant mobilisée par les populistes réactionnaires.

Le 2 novembre, sur Twitter, le président désigné a annoncé son projet de transformer l'éducation nationale : « Depuis plusieurs années, nos institutions d'enseignement ont été prises en otage par des idéologies nocives et contraires

à nos valeurs et par des individus qui détestent nos couleurs et notre hymne. » Pour réaliser cette transformation, il choisit comme ministre de l'Éducation un anti-marxiste notoire, Ricardo Vêlez Rodríguez, qui promet de mettre fin à cette « hégémonie politique » au sein de l'école. Le message est clair : il est dorénavant suspect d'évoquer, dans l'ensemble des structures éducatives, la question des inégalités sociales, et ce, paradoxalement, dans une des démocraties les plus inégalitaires au monde.

Cette stratégie n'est pas anodine. Dès son entrée au pouvoir, le précédent président, Lula da Silva, avait lui-même fait de l'éducation un axe important de sa politique, entre autres à travers deux mesures. La première consistait à offrir des revenus supplémentaires aux familles pauvres dont les enfants fréquentaient l'école et la deuxième reposait sur la mise en place d'un vaste réseau d'universités fédérales pour démocratiser les études postsecondaires.

En s'attaquant ainsi à l'éducation, Bolsonaro vise donc un des piliers des politiques du PT. Mais du même coup, il cherche à agir sur le long terme en « déprogrammant » la jeunesse brésilienne et en édulcorant son esprit critique, comme le propose Escola sem partido. N'est-ce pas là une excellente façon de perpétuer les inégalités sociales ? Longtemps le bastion de la gauche, l'éducation est maintenant mobilisée par les populistes réactionnaires, non seulement pour y effectuer des coupures draconiennes, mais également pour s'en servir comme outil dans la lutte pour le pouvoir. Par conséquent, cette dépolitisation de l'éducation est un leurre; cette dernière étant dorénavant associée à la mise en œuvre d'une idéologie réactionnaire, voire fascisante.

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



En s'attaquant à l'éducation, Bolsonaro, nouveau président ultraconservateur du Brésil, vise un des piliers des politiques du Parti des Travailleurs, parti de l'ancien président Lula et de sa successeure Dilma Rousseff.



GROUPE rcm
COLLECTE, TRI ET DÉCHIQUETAGE

Faites confiance à l'équipe de Groupe RCM pour un service rapide, en plus d'une destruction en toute sécurité.

2390, rue Louis-Allyson,
Trois-Rivières.

819 693-6463
www.groupercm.com

**Pour plus de contenu,
Visitez-nous au**
www.gazettemauricie.com



lagazette
DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun

Les médias communautaires, leviers de la démocratie participative

Les entreprises de presse, particulièrement la presse écrite, traversent actuellement une crise qui menace à terme, leur pérennité.

JEAN-CLAUDE LANDRY ET RÉAL BOISVERT

Au Québec comme ailleurs, les publicitaires, piliers traditionnels de la presse commerciale, désertent les médias traditionnels. Ils le font au profit de nouveaux médias électroniques tels les Facebook, YouTube, Google News et autres géants du web qui diffusent à tout vent des contenus informatifs souvent pillés sans vergogne aux journaux encore en vie. Puisqu'ils ne sont pas soumis aux codes relatifs à la rigueur et la déontologie propres aux médias traditionnels, il leur arrive aussi à l'occasion de diffuser des informations à l'origine douteuse dont la teneur est souvent entachée de faussetés.

Cette mutation constitue un sujet d'inquiétude majeure pour qui considère l'information généraliste et l'information locale essentielles au fonctionnement d'une société fondée sur les règles de droit et la démocratie.

Comment dès lors faire en sorte que les géants du WEB n'emportent pas tout sur leur passage? Comment surtout maintenir une vitalité informationnelle qui ne soit pas réservée à des cercles restreints mais à l'usage élargi du plus grand nombre? Cela afin que les citoyens ordinaires soient avisés sur les enjeux locaux, nationaux ou internationaux qui les concernent (pensons ici aux conséquences bien locales des accords de libre-échange)?

Les médias communautaires ont en partie réponse à ces questions, car leur mission consiste certes à produire des informations diversifiées, de qualité et d'intérêt. Mais cette mission vise aussi à porter la voix des gens et des communautés, à permettre à ceux et celles qui veulent « prendre parole » de s'inscrire à leur manière dans le débat public.

Tout autant que des lieux d'expression, les journaux, les radios et les télévisions communautaires sont également des milieux d'apprentissage qui, parfois, seront à l'origine de choix de carrières décisifs. Certains y acquerront une éloquence écrite ou orale leur permettant d'exprimer clairement leurs points de vue. Pour d'autres ce sera l'occasion d'y découvrir ou d'y parfaire certaines habiletés techniques, numériques ou artistiques. Nombre de bénévoles y développeront des compétences de toutes sortes grâce à leur présence dans un conseil d'administration, un comité de programmation, une équipe de rédaction ou toute autre structure participative chère aux médias communautaires.

Plusieurs études ont démontré que l'accès à l'information locale et régionale est à la base de l'engagement citoyen. Ce à quoi répondent parfaitement les médias communautaires tout en entretenant un fort lien de proximité avec leur lectorat et leur

auditoire. C'est donc souvent à eux que feront appel la population locale pour faire connaître et partager ses projets et activités, faire valoir ses attentes et exprimer, au besoin, ses revendications. Par la place et le rôle qu'ils assument au sein de leur communauté, les médias communautaires participent grandement au resserrement du tissu social et au renforcement, chez les citoyens et citoyennes qui y résident, d'un sentiment d'appartenance et de fierté à l'égard de leur milieu de vie. À mille lieues des « Google » de ce monde.

Un autre trait essentiel aux médias communautaires est de ne pas être sujet aux aléas du marché. Leur existence ne consiste pas à gagner des parts de profits ou à accroître des marges bénéficiaires. Elle vise à produire et diffuser des informations servant de levier à la participation citoyenne et à l'apprentissage collectif. La connaissance est un butin, disait Maxime Gorki. L'information produite par l'entrepreneuriat social l'est tout autant. C'est ainsi que les médias communautaires contribuent au mieux vivre ensemble et à l'avancement du bien commun. 



Donner une voix forte à la Mauricie

« L'indépendance n'est pas une récompense, c'est une responsabilité ». Cette citation du journaliste Pierre Bourgault, elle devrait nous habiter chaque jour, à chaque moment de notre vie où l'on cherche à comprendre notre monde, à l'analyser, à le commenter et, idéalement, à le changer pour le mieux.

PAULE VERMOT-DESROCHES

PRÉSIDENTE, FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES DU QUÉBEC, SECTION MAURICIE

Pour être libre et indépendante, une société doit d'abord et avant tout être bien informée. Et pour avoir une société bien informée, il faut une diversité des voix. La diversité des sources d'information entraîne forcément une multitude de sujets couverts et une variété d'analyses, de points de vue et d'angles abordés. Au final, la diversité des voix offre à une société la capacité de regarder le monde sous tous ses angles, pour s'en faire une idée la plus juste possible.

Dans un écosystème médiatique comme celui que l'on trouve en Mauricie, la *Gazette de la Mauricie* occupe alors une place importante. Dans une région comme la nôtre, la présence d'un média communautaire est essentielle non seulement pour assurer la multiplicité des voix, mais surtout pour offrir une vitrine supplémentaire à de nombreux

organismes, communautés, sociétés, entreprises, mouvements communautaires, minorités et mouvements sociaux qui peuvent, par le biais de ses pages, rejoindre davantage de citoyens afin de toujours grandir, poursuivre leur mission et mettre en lumière leurs réalisations.

Or cette diversité des voix est aujourd'hui menacée. Non pas que le contenu d'un média comme *la Gazette de la Mauricie* ou tout autre média traditionnel, communautaire ou non, ne soit plus pertinent. Bien au contraire. Toutefois, l'arrivée dans le monde des communications de géants comme Facebook et Google a considérablement grugé la tarte des revenus publicitaires généralement destinés aux médias.

C'est la loi du marché, me direz-vous. Le problème est que Facebook et Google ne produisent pas de contenu, comme peuvent en produire les médias de la Mauricie. C'est plutôt le

contenu de ces médias que retransmettent ces géants du Web, tout en grugeant leurs revenus publicitaires ET en ne payant aucune redevance, ni aucun impôt au Canada. Une forme d'évasion fiscale réalisée au détriment de l'indépendance d'une société et de sa saine santé démocratique. Quelle ironie !

De l'espoir ? Il y en a. Notre gouvernement a récemment fait un pas dans la bonne direction, en annonçant lors de sa mise à jour économique une forme d'aide aux médias, dont les balises seront sous peu déterminées par un comité qui reste à être formé.

Mais vous, comme lecteur, comme citoyen, comme entrepreneur de la région, vous avez également un rôle à jouer pour la survie de ces médias, pour le maintien de la diversité des voix. Prenez conscience des gestes que vous posez au quotidien, des sources d'information auprès desquelles vous vous abreuvez et que vous choisissez de

repartager. Revendiquez le droit à une information de qualité en comprenant aussi l'importance de soutenir ces médias qui génèrent ce contenu fouillé, documenté, vérifié, objectif et libre de tout intérêt autre que celui du droit du public à l'information.

Parce que, sachez-le, Facebook et Google ne dépêcheront jamais un journaliste dans une conférence de presse du secteur Cap-de-la-Madeleine pour connaître les dernières réalisations de la *Démarche de revitalisation des premiers quartiers*, ne chercheront jamais à mettre en lumière les missions dans lesquelles s'investit le *Comité de solidarité Trois-Rivières* et, n'auront jamais les ressources pour faire connaître au public les dernières initiatives en matière de lutte à la pauvreté en Mauricie ou encore les succès économiques de nos entrepreneurs d'ici.

Si la Mauricie veut avoir une voix, elle doit s'investir pour en donner une à ses médias. 

LE 103,1 FM

Une radio à l’image de sa communauté

Émanant d’une volonté de la population de se doter d’une station de radio, le 103,1 FM est vite devenu un point central en matière d’information régionale.

JONATHAN GARIÉPY

DIRECTEUR GÉNÉRAL AU 103,1 FM

Sa principale force est sa proximité. Seul média parlé voué à priori à la couverture de la MRC de Maskinongé, le 103,1 s’est forgé un rôle d’incontournable pour les citoyens de la région. L’instantanéité que permet la radio est un avantage qu’aucun autre média ne peut se targuer d’avoir localement. C’est ainsi que lors d’événements majeurs, comme les pannes de courant qui ont touché plusieurs municipalités de la région en décembre dernier, le 103,1 a rapidement été un important relayeur d’information pour les citoyens sinistrés.

Dans un monde où la centralisation est le nouveau mot d’ordre, eh bien, le 103,1 a plutôt cru en la force de la décentralisation en ouvrant un second studio dans la région. En effet, il y a bientôt un an, un deuxième studio a été inauguré en compagnie de représentants du ministère de la Culture et des Communications à Saint-Élie-de-Caxton. L’objectif est clair : donner davantage de place à l’information régionale en ayant un port d’attache dans la région.

LA RICHESSE DES BÉNÉVOLES

La principale richesse de cette station de radio réside dans ses bénévoles. Avec une trentaine de citoyens prenant part activement à sa programmation chaque semaine, le 103,1 constitue une véritable pépinière d’informations, chacun apportant sa graine à notre jardin radiophonique. Un éventail prodigieux de renseignements est ainsi transmis sur les ondes du 103,1 heure après heure, semaine après semaine, mois après mois, année après année. Si une personne se prêtait au jeu de noter toutes les informations qui sont relayées sur les ondes de cette station chaque semaine, elle pourrait remplir un cahier Canada au complet tellement la diversité est grande !

L’objectif essentiel du 103,1 est de nourrir les esprits. Alors que la radio est l’un des derniers médias traditionnels non-détraditionnalisés, elle possède toujours cette beauté de pouvoir s’imprégner dans l’imaginaire des auditeurs. Pas d’image, que du son... Ouf ! Quel beau défi dans cette ère de vidéos sous-titrées, ces sous-titres devenus nécessaires parce que les gens ne prennent plus



CREDITS : 103,1 FM

En mars dernier, le 103,1 FM procédait à l’inauguration d’un second studio dans le Garage de la culture de Saint-Élie-de-Caxton. On voit ici les animateurs Yannick Denoncourt, Billie-Lou Roy et Steve Bureau lors de la première émission en direct de ce nouveau studio.

le temps d’écouter, ne prennent plus le temps, point. Car malgré tous les bouleversements que connaît notre société, la radio réussit par son charme à maintenir sa place privilégiée au cœur de la vie des gens. Et ce qui est merveilleux dans toute cette histoire

d’information régionale, c’est justement ces gens qui ne se gênent pas pour dire à quel point ils apprécient le fait que les médias communautaires les informent sur ce qui se passe chez eux, ce chez-eux qui, en réalité, est aussi notre chez-nous.

MAtv, la télévision communautaire du Cap-de-la-Madeleine

L’actualité nationale et provinciale est bien présente dans nos vies. Nous connaissons tous les grands médias du Québec, comme Radio-Canada et TVA, qui nous sont familiers, ainsi que les médias régionaux, notamment Le Nouvelliste. Mais qu’en est-il des médias communautaires ? Où se situent-ils dans le paysage médiatique régional ? Malgré leur proximité, ces vecteurs d’information et de communication restent encore méconnus. Pourtant, leur apport à la collectivité est considérable. C’est notamment le cas de la télévision communautaire.

PIERRE LAUZER

SUPERVISEUR À LA PROGRAMMATION, MATV CAP-DE-LA-MADELEINE, EN COLLABORATION AVEC CHRISTOPHER STEVENSON, STAGIAIRE EN COMMUNICATION SOCIALE

Au début des années 1970, le gouvernement fédéral a fait en sorte que,

partout au Canada, les citoyens puissent avoir accès à un média classique comme tribune d’expression, par exemple une chaîne de télévision. Alors, connaissez-vous MAtv Cap-de-la-Madeleine et son importance dans le paysage médiatique trifluvien ? MAtv Cap-de-la-Madeleine est la chaîne de télévision communautaire de Vidéotron accessible à tous

ses clients. Elle se définit comme un espace d’expression et de diffusion qui favorise la participation des citoyens. En fait, une partie de la mission de MAtv consiste à mettre de l’avant les membres de la collectivité.

L’une des particularités des chaînes de télévision communautaires, tout comme d’autres médias du même type, est qu’elles sont participatives. Il n’est pas question ici de reléguer les citoyens au simple rôle de spectateurs, d’auditeurs ou de lecteurs ! Ceux-ci prennent plutôt une part active dans la production du contenu. Par exemple, MAtv Cap-de-la-Madeleine encadre cette participation citoyenne avec ses programmes « Mon projet » et « Mon bénévolat », qui permettent aux citoyens d’être les idéateurs, les créateurs et les artisans des émissions diffusées. Ainsi, plus de la moitié de la programmation de MAtv provient de ce qu’elle appelle la « programmation d’accès », c’est-à-dire des émissions conçues par les citoyens et dans lesquelles ils exercent le contrôle du contenu tout en assumant une fonction dans la production, soit devant ou derrière la caméra. MAtv se veut aussi une plateforme de visibilité et un tremplin pour les talents émergents du milieu culturel et artistique.

La proximité est une notion primordiale dans le monde médiatique et MAtv en est la représentation. Étant limitées dans leurs zones de couverture, les chaînes de télévision communautaires se doivent de présenter du contenu local. D’ailleurs, le Conseil de la radio-diffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) fait allusion, dans la mise à jour de sa politique de la télévision communautaire, au désir des citoyens d’avoir accès à du contenu hyperlocal. MAtv Cap-de-la-Madeleine répond à ce souhait, entre autres avec son émission d’actualité *Mise À Jour*, qui scrute divers thèmes de l’actualité locale et les enjeux qui y sont liés. Pour sa part, l’émission *Si la tendance se maintient* décortique les sujets chauds de la politique trifluvienne à la suite de chacune des séances du conseil municipal.

De par son statut particulier, MAtv sort du cadre traditionnel de la télévision, autant dans sa programmation que dans ses méthodes de production. MAtv Cap-de-la-Madeleine encourage fortement les Trifluviens à venir profiter des outils d’expression mis à leur disposition par leur télévision communautaire.



CREDITS : DOMINIC BÉLUCÉ

La programmation de MAtv Cap-de-la-Madeleine propose un contenu hyperlocal. *Si la tendance se maintient* analyse la politique municipale trifluvienne.

Le Stéphanois, un indispensable outil d'information

Le Stéphanois fait partie des journaux communautaires qui sont présents dans les régions du Québec depuis très longtemps.

AMINA CHAFFAÏ

PRÉSIDENTE ET ÉDITORIALISTE AU JOURNAL LE STÉPHANOIS

Né d'une initiative citoyenne en décembre 1978, ce mensuel d'une quarantaine de pages est membre de l'AMECQ et il est reconnu par le ministère de la Culture et des Communications du Québec. Une aide financière de ce dernier ainsi que la vente d'espaces publicitaires permettent de boucler le budget de production du journal. Grâce au travail de reporters, de rédacteurs et de directeurs, tous bénévoles, on y diffuse des sujets produits par et pour notre communauté, selon les intérêts qui nous préoccupent et à prix abordable. Cet engagement permet la livraison gratuite du *Stéphanois* dans les foyers et commerces de St-Étienne-des-Grès et de St-Thomas-de-Caxton chaque mois.

Concernant la mission, nous avons toujours mis de l'énergie et de la constance afin de faire part à nos lecteurs de ce qui se passe chez nous, de transmettre les nouvelles des organismes et des comités dédiés à différentes causes sportives, caritatives, sociales, etc. Le travail des comités de rédaction, de production, de correction, de distribution, de mise en page ainsi que la

transmission via Internet, permettent de diffuser les événements qui se sont déroulés dans notre municipalité: festivals, expositions, célébrations religieuses, spectacles, activités des organismes sociaux, inaugurations, lançements et autres activités culturelles, sociales et politiques.

Le contenu rédactionnel demeure la pierre angulaire du journal. Quelle que soit la nature des événements, un reportage y est consacré dans la parution subséquente. L'angle de traitement est orienté vers l'opinion et l'incidence dans notre milieu. Les journaux commerciaux régionaux étant très rarement présents dans notre communauté, *Le Stéphanois* est le seul moyen d'information locale. Puisqu'il est livré par la poste dans chaque maison, il a un pouvoir de pénétration exceptionnel. Nous sommes donc un véhicule communicationnel inégalé et, à cet égard, nous déplorons que les ministères, administrations publiques et les gouvernements ne nous utilisent pas comme outil d'information efficace et très abordable.

De plus, des collaborations régulières permettent la diversification des sujets. Elles ont une valeur inestimable

car généreusement produites par des chroniqueurs professionnels, reconnus et compétents dans leurs domaines d'expertise. Notaire, kinésologue, éducatrice spécialisée, historien, et bien d'autres chroniqueurs assurent un riche contenu et confèrent sans aucun doute une crédibilité accrue à notre mensuel.

Le journal *Le Stéphanois* a pris de l'ampleur au fil des ans. Les abonnés à l'extérieur de notre territoire et les lecteurs de la version web sont en nombre croissant et nous rassurent sur la qualité du journal. Nous demeurons fiers et ravis car

Le Stéphanois a évolué constamment. Malgré toutes les nouvelles technologies et les difficultés éprouvées par plusieurs journaux de la presse écrite, *Le Stéphanois* fête aujourd'hui ses 40 ans d'émeraude et, il est toujours bien vivant!

La presse communautaire, sous toutes ses formes, est absolument essentielle pour rejoindre la population, et particulièrement dans les milieux ruraux. C'est un instrument d'information fondamental et pertinent. Longue vie à la presse communautaire au Québec! 9



CHAÎNE
609

Le talent
des Trifluviens
vous inspire une
émission télé?

Proposez un projet!

Plus de détails : matv.ca/cap-de-la-madeleine/participer

L'ESPACE CITOYEN DE > VIDÉOTRON

ZONE CAMPUS ET CFOU 89,1 FM : LES MÉDIAS DE LA RELÈVE

Le Groupe des médias étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières (GME UQTR) a pour mission d'offrir une voix à la communauté étudiante en lui offrant de l'information et du divertissement par le biais du journal Zone Campus et de la radio CFOU 89,1 FM. De plus, il prend part à l'organisation d'événements et établit des partenariats. CFOU 89,1 FM diffuse des émissions radiophoniques de langue française destinées à desservir d'abord et avant tout les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières qui en sont les propriétaires, mais aussi la communauté régionale en général. Quant au Zone Campus, il se positionne comme référence en matière d'actualité sur le campus trifluvien et sur le monde l'entourant.

**Sur la photo : Marc Gagné en pleine animation de « Debout les hiboux »*



CFOU 89,1 FM et Zone Campus
Université du Québec à Trois-Rivières
3351, boul. des Forges,
Pavillon Nérée-Beauchemin,
Trois-Rivières QC G9A 5H7
cfou.ca - zonecampus.ca - (819) 376-5184



LE BUZZ DU MIDI PLONGE DANS LA CULTURE DE CHEZ NOUS

En semaine de 12h à 13h, VIA 90.5 FM présente « Le buzz du midi », le seul magazine culturel quotidien diffusé dans la région. Chaque jour, l'animateur Alex Trudel nous transmet avec énergie sa passion pour la musique, l'humour, le cinéma et tout ce qui fait vibrer la scène artistique d'ici.

« Le buzz du midi » propose des entrevues avec des artistes de chez nous qui se démarquent et des chroniqueurs allumés qui abordent l'actualité artistique. C'est aussi une heure de découvertes musicales et de grands succès d'hier et d'aujourd'hui et un arrêt incontournable pour les vedettes québécoises de passage dans la région.

Fier de ses partenariats avec des institutions et événements culturels d'ici, « Le buzz du midi » fait rayonner la vitalité culturelle de la Rive-Sud de chaque côté du Saint-Laurent.

**Sur la photo : Alex Trudel*



VIA 90.5 FM
10 275, chemin Leblanc, bureau 17,
Wôlinak, G0X 1B0
819 294-2526 - via905.fm

LE BULLETIN COMMUNAUTAIRE DES PREMIERS QUARTIERS : ANCRÉ DANS SA COMMUNAUTÉ

Ayant à cœur d'offrir à ses lecteurs des articles traitant de sujets proches de leurs préoccupations, le Bulletin communautaire actualise sans cesse ses thématiques. Dans cette optique, le Bulletin publie cette année une nouvelle capsule intitulée « Premières Nations : L'information pour l'inclusion ».

Rédigée par des personnes fréquentant le Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières qui souhaitent faire part de leur réalité et lutter contre les préjugés, elle abordera des thématiques aussi diverses que l'histoire, les valeurs, le mouvement Idle No More et les Pow-Wow. Des articles prenant la forme de récits de vie feront également l'objet de certaines capsules.

Ces capsules font partie intégrante du projet éponyme visant à promouvoir l'inclusion sociale des populations autochtones en ville. Les activités liées au projet seront annoncées dans les éditions à venir.

Pour en savoir plus, suivez notre page Facebook : Bulletin communautaire des premiers quartiers.

Bulletin communautaire des premiers quartiers
749, boulevard du St-Maurice, 2^e étage,
Trois-Rivières Qc G9A 3P5
819 371-9393



LES BONS COUPS EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Chaque semaine, le 103,1 met de l'avant un bon coup en développement social sur son territoire. Grâce au soutien financier du Fonds canadien des radios communautaires, cette capsule hebdomadaire permet de mettre en lumière un pan du développement global d'un milieu qui est trop souvent ignoré : le développement social.

C'est ainsi que trois fois par jour, le bon coup en développement social de la semaine est diffusé sur les ondes du 103,1 afin de sensibiliser la population aux bienfaits d'une telle approche dans le développement d'une collectivité. Les bons coups sont également disponibles en ligne dans la section Zone audio du www.1031fm.ca.

103.1 FM
50-A, rue de la Fabrique,
Saint-Léon-le-Grand Qc J0K 2W0
819 228-1001 - nouvelles@1031fm.ca



UNE ANALYSE RAFRAÎCHISSANTE SUR L'ÉCONOMIE

La Gazette de la Mauricie est un journal indépendant au service du bien commun. Sa mission est de contribuer à la construction d'une société juste, solidaire et participative. Dans le cadre de cette mission, les journalistes et chroniqueurs bénévoles tentent de susciter la réflexion des lecteurs et des lectrices en leur proposant des analyses qui abordent les enjeux et les nouvelles sous un angle jusqu'alors peu exploré dans les médias de la région. En ce sens, les chroniques économiques d'Alain Dumas, économiste et professeur au Cégep de Trois-Rivières, sont très éclairantes et même rafraîchissantes dans un univers médiatique où les nouvelles économiques s'intéressent davantage à la croissance des entreprises et aux chiffres de la bourse. Elles osent même remettre en question des concepts économiques quasiment considérés comme des lois immuables dans le domaine. À lire chaque mois dans La Gazette de la Mauricie !



La Gazette de la Mauricie
42, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
819 841-4135 - gazetteauricie.com



LA PARTICIPATION CITOYENNE À MATV : UN EXEMPLE CONCRET!

Lorsqu'on parle de participation citoyenne à la télévision communautaire, l'émission L'Amazone en est un bel exemple. Elvire Toffa est l'idéatrice, la chercheuse et la coanimatrice de ce projet citoyen unique. Cette émission



de type magazine propose de vraies solutions à l'intégration socioprofessionnelle des femmes issues de l'immigration et des nouvelles arrivantes, ici, en région. Madame Toffa a fait appel à Chantal Carignan, journaliste de formation et experte en communication, afin de l'épauler à l'animation. Elles sont entourées de collaboratrices chevronnées et reçoivent chaque semaine une invitée qui partage son expérience et décortique son vécu lors d'une table ronde à six voix. À cela s'ajoute une capsule « psychologie » qui apporte un point de vue inédit sur le thème abordé. L'équipe compte aussi sur le support de deux techniciens de MATv ainsi que sur deux caméramans bénévoles à la production.

Sans aucun doute, cette série se distingue de ce qui se fait ailleurs dans le paysage télévisuel local. La deuxième saison de dix épisodes de 28 minutes prendra l'affiche à la fin du mois de janvier 2019.

**Sur la photo : Elvire Toffa, idéatrice du projet, chercheuse et coanimatrice; Lucille Defays, collaboratrice; Yvana Labouba, collaboratrice; Maria Christina, invitée de la semaine; Aglaé Lemarchand, collaboratrice; Chantal Carignan, coanimatrice*

MATv
190, rue Fusey, bureau 101,
Trois-Rivières QC G8T 2V8
Tél.: 819 375-9888
Courriel: capdelamadeleine@matv.ca



CONNECTÉ EST BRANCHÉ SUR LA MAURICIE

Connecté est un magazine d'information qui va à la rencontre des gens. Les sujets couverts passent de l'actualité, aux nouvelles sportives, culturelles et sociales, le tout en lien avec ce qui se passera durant la semaine. Cette formule se veut une plate-forme pour le rayonnement des activités de la région, ce qui est le mandat de la télévision communautaire.



NousTV Mauricie
4141, Boulevard St-Jean,
Trois-Rivières QC G9B 2M8
819 693-8353 - nous.tv/mauricie



L'IMPORTANCE DE L'INFORMATION LOCALE

L'apport de l'information locale dans une ville prend tout son sens alors que ses citoyens sont inondés de nouvelles provenant des grands réseaux d'information radio-télé ainsi que des médias sociaux.

Dans la mesure où une ville de petite taille ou de taille moyenne n'est pas la priorité d'un grand centre urbain comme Trois-Rivières, Sherbrooke, Québec et Montréal, il est impératif qu'une ville comme Shawinigan puisse bénéficier d'une bonne couverture média constitué de médias locaux.

Dans un contexte où la compétition est forte dans les médias électroniques et la presse écrite, il est impératif de retrouver un média local qui agit à titre de courroie de transmission entre le monde politique, socio-économique et la population.

Une information vérifiée dans les règles de l'art journalistique s'impose encore plus avec la prolifération de fausses nouvelles!

**Sur la photo : Robert Bernard, animateur de 92.9 le matin*



CFUT
540, Avenue Broadway, Shawinigan
(Québec) G9N 1M3
819 537-0911 - 929cfut.com



LES SUGGESTIONS
DE NOS LIBRAIRES



AUDREY MARTEL, LIBRAIRE ET CO-PROPRIÉTAIRE DE LA LIBRAIRIE L'EXÈDRE

COMMUNISTES !
Pascal Thivillon, Glénat

Chronique autobiographique d'une époque révolue, celle du Parti communiste français à la fin des années 1970, mené de front par les révolutionnaires ayant connu la France de mai 68. Époque révolue, certes, mais dont certains idéaux continuent d'animer une partie de la société. Bien que cette BD reflète une réalité toute française, on s'y plonge avec curiosité pour les plus jeunes, ou nostalgie pour les plus âgés.



LA PAPETERIE
TSUBAKI
Ogawa Ito, Éditions
Philippe Picquier

Ogawa Ito nous avait charmé dès son premier roman *Le restaurant de l'amour retrouvé*. Elle nous revient avec *La papeterie Tsubaki*, un livre qui offre aux lecteurs les clés de la culture japonaise, rendant plus accessible une littérature qui mérite d'être découverte. C'est avec une écriture toute simple que l'auteure nous amène sur les traces de Hatoko, de retour dans son village natal, où elle devra reprendre la papeterie que sa grand-mère lui a léguée, ainsi que le métier d'écrivain public que pratiquait cette dernière. Un roman charmant, entre tradition et modernité.



L'Exèdre, librairie
910, boul. St-Maurice
Trois-Rivières
Tél. : 373-0202
www.exedre.ca

EXPRESSION *libre*

La Gazette de la Mauricie souhaite à sa manière soutenir la relève artistique en offrant un espace d'expression libre dans ses pages culturelles. Ce mois-ci, *La Gazette* présente une œuvre de Valérie Deschamps.

1839

La corde dansait au gré du vent. Comme deux corps suivant le rythme valsant du désir. Cette corde, elle était-là. Je la voyais du coin de l'œil. C'était cette même corde qui aurait comme dernière étreinte les veines de mon cou.

**
Le désir avait guidé ces deux dernières années. J'y avais consacré ma vie, je lui avais donné ma virginité.*

Le froid couvrait le chemin du dernier souffle. Long il était vers les montagnes de ses seins, la chute de ses reins au fjord de ses jambes. J'en ressens encore le simple lac, la cime de chacun de ses arbres frissonnant au creux de mon cou, mes mains suivant la courbe de ses frontières, comme un corps en mouvement.

Hier, était la dernière nuit où j'ai pu caresser la douceur de sa peau. Nous avons goûté au fruit défendu. Nos souffles saccadés, nos deux corps enlacés sous la froideur des couvertures, sa poitrine pressant la mienne, nos deux âmes profitaient tant de la longévité du reste de nos vies. Elle me donnait tout d'elle, je lui offrais tout de moi.

Il y avait tant de rouge devant, sur les côtés ... au présent. Le rouge de la colère, le rouge du désir et le noir de la peur. Sous le ciel bleu éclatant de février, l'Anglais était là, posé fier, mais frêle. Il avait semé le doute en mon esprit. Cette force lacée pour qu'on ne puisse s'en détacher excite. Tant pour la puissance que pour la résistance.

Chacun de mes pas me menait vers la fin, c'était comme une jouissance impuissante, résignée. Dangereuse, inconnue, mais totalement inévitable. Mes mains attachées derrière mon dos, je suis complètement soumis à sa domination. Les yeux grands ouverts, à genoux devant l'autorité illégitime. La potence laissera une croix blanche sur ma peau.

Alors que je me mordillais les lèvres, elle arriva. La corde s'installa autour de mon cou. Je la sens comme ses mains à elle hier, découvrant chaque parcelle de mon corps, chaque centimètre de mon sexe. Mon corps avait soif du sien en extase.

Son regard bleu me revient, elle me donne le courage de vivre pleinement ces dernières secondes. Comme celles qui sont comptées avant l'ultime désir, l'ultime plaisir.

Dans cette jouissance, je pousse un cri de liberté pour que dans un dernier orgasme de vie je redevienne, un Fils de la Liberté.

« SI HIER M'ÉTAIT CONTÉ »

Depuis les premières parutions du *Stéphanois*, une rubrique historique y a toujours eu une place de choix. Sous le titre « Si hier m'était conté », le regretté professeur et historien Gilles Grenier avait livré une série de textes concernant l'histoire du territoire de St-Étienne-des-Grès. Ces articles avaient été réalisés grâce aux témoignages d'ainés ayant connu Les Grès. On y retrouve des articles fabuleux ainsi que de belles photos et quelques comptes-rendus de réunions, le tout référant à l'histoire à notre municipalité. Gilles Grenier était co-fondateur de la Société d'histoire de St-Étienne-des-Grès et, cette organisation supervise la republication de cette chronique suite à l'autorisation de sa famille. Je vous invite à découvrir un pan de l'histoire de la Mauricie dans ces riches textes historiques. Cette chronique est très appréciée et nous vaut des messages de félicitations très régulièrement. Il est important de savoir que ces articles ont été rassemblés par la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Étienne-des-Grès dans le cadre d'un projet « Canada au travail » avec pour objectif, il y a déjà 40 ans, la connaissance et la promotion de la culture et des traditions québécoises auprès de la population locale.

Le Stéphanois
1260 St-Alphonse, St-Étienne-des-Grès QC
G0X 2P0 - 819 299-3858
lestephanois.ca



PLUS DE 20 ANS D'ENRACINEMENT

Depuis plus de 20 ans, le Bulletin des Chenaux est établi sur le territoire qui est devenu en 2002 la MRC des Chenaux. Notre journal a grandi et est devenu tranquillement une référence pour les citoyens des 10 municipalités de la MRC. En plus de livrer une information locale de qualité, le Bulletin des Chenaux s'est donné comme mission d'encourager la vitalité du milieu et de travailler au bien-être de la collectivité.

De plus en 2012 le Bulletin Mékinac a été fondé pour couvrir le territoire de la MRC de Mékinac avec le même engouement et la même mission. Deux sites Internet sont aussi apparus pour répondre aux besoins de la réalité d'aujourd'hui. Distribué gratuitement aux quatre coins des MRC Des Chenaux et Mékinac, nos bulletins offre un traitement de la nouvelle qui est original et constructif.

Bulletins des Chenaux et Mékinac
44, chemin Rivière-à-Veillet
Sainte-Geneviève-de-Batiscan QC G0X 2R0
819 840-3091
lebulletindeschenaux.com
lebulletinmekinac.com





Le manque d'autonomie n'est pas dans ta tête.

Le problème, c'est l'organisation du travail et ça peut te rendre malade.

Ensemble, nous avons le pouvoir d'agir.

lacsq.org/sst



CSQ

Centrale des syndicats
du Québec

